

Notifications aux Entreprises et bureaux de conseil arabes et africains

Des Projets et des opérations d'assistance technique financés par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique en décembre 2024

Dans le cadre de l'activité de financement de la Banque, le Conseil d'Administration a approuvé lors de sa session tenue en décembre 2024, le financement d'opérations du secteur public au profit de certains pays africains, dont quatre projets, une opération d'augmentation du capital du Fonds de Solidarité Africain au profit de dix-sept pays actionnaires du Fonds et une opération de soutien de la réforme politique et le renforcement de la stabilité économique et financière.

Le montant du financement approuvé lors de cette session s'élève à 317,7 millions USD. Les opérations approuvées sont les suivantes :

Pays	Montant du prêt (en millions de dollars)	Nom du projet
1. Cameroun	30.00	Appui à l'enseignement de base dans sept régions
2. Tchad	20.00	Développement intégré de la riziculture dans la plaine de « Shari-Logone » - deuxième phase
3. Burundi	60.00	Construction de la route nationale n°16 - Phase II : tronçon « Mutambara - Bururi » et tronçon « Kebaya -Muyia »
4. Cote d'Ivoire	76.60	Appui à la compagnie aérienne ivoirienne pour acquérir des aéronefs
5. Centrafrique	10.30	Appui aux réformes politiques et renforcement de la stabilité économique et financière
6. Régional	120.80	Appui à l'augmentation du capital du Fonds de Solidarité Africain

Détails des projets:

Etat bénéficiaire	République du Cameroun	
Nom du projet	Appui à l'enseignement de base dans sept régions	
Coût total	94.00 millions de dollars	
Financement BADEA	30.00 millions de dollars	
Autres financements	Banque Islamique de Développement	40.00 millions de dollars
	Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)	15.00 millions de dollars
	Gouvernement	9.00 millions de dollars
Description et du composante projet	Le projet comporte les composantes suivantes : 1) Amélioration de l'environnement éducatif • Travaux de génie civil et annexes : construction, extension et réhabilitation de 100 écoles primaires. Chaque école comprend des bâtiments scolaires, un bâtiment administratif, des logements pour les enseignants et des installations sanitaires en plus des travaux extérieurs. • Fourniture de mobilier et d'équipements pédagogiques : Cela comprend le mobilier et le matériel de bureau pour les salles de classe et les bâtiments administratifs, ainsi que le mobilier et l'équipement pour les logements des enseignants. • Services de conseil : il s'agit notamment de la préparation des études techniques (topographiques, géotechniques, sociales et environnementales) et des études de diagnostic des infrastructures et installations existantes, des conceptions architecturales et techniques détaillées, de la préparation des dossiers d'appel d'offres, de la supervision de la mise en œuvre des travaux et de la fourniture et de l'installation des équipements. 2) Amélioration de la qualité de l'éducation, notamment : • Equipement des écoles de technologies de l'information, comprenant la fourniture et l'installation des équipements numériques d'apprentissage et de communication, notamment des tablettes pour les élèves, des ordinateurs, des imprimantes multifonctions, Internet et des serveurs scolaires. • Développement des capacités du personnel éducatif, comprenant la formation des enseignants et des superviseurs pédagogiques des écoles ciblées sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et des méthodes éducatives modernes, l'organisation d'ateliers sur la conception et l'utilisation de cours de formation en ligne,	

	l'élaboration de programmes et de campagnes de sensibilisation pour encourager la scolarisation des enfants. • Alimentation scolaire : il s'agit de fournir des repas scolaires quotidiens à environ 10 000 enfants dans 10 écoles expérimentales pendant une période de 4 ans, et d'aider les coopératives agricoles de femmes à produire des cultures horticoles pour préparer les repas des écoles, en plus de préparer une stratégie pour le gouvernement dans le domaine de l'alimentation scolaire à l'échelle nationale. 3) Renforcement du système éducatif et appui institutionnel : • Améliorer la coordination sectorielle, la gestion des données et la planification fondée sur des preuves (Evidence-based planning), suivre et évaluer les performances et renforcer les mécanismes de responsabilisation pour garantir une utilisation optimale des ressources, en fournissant des programmes numériques avancés pour l'affichage de tableaux de bord (PowerBi) et l'analyse des données (ETL-Talend). Identification géographique des écoles (WebGIS), reliant les bases de données du ministère de l'Éducation de base et soutenant les capacités du ministère à utiliser les programmes numériques. 4) Assistance à la gestion de projet, comprend : • Soutenir les unités de gestion et de mise en œuvre du projet : cela comprend la fourniture de moyens de transport, la fourniture d'ordinateurs et leurs accessoires, de matériel et de mobilier de bureau, ainsi que la prise en charge des coûts des tâches de suivi sur le terrain du projet. • Soutenir le comité de pilotage du projet : cela inclut la couverture des dépenses de fonctionnement du comité. • Services de suivi et d'évaluation de projets : cela comprend la fourniture de programmes de suivi et d'évaluation, y compris la formation, l'organisation d'ateliers de lancement de projet, l'évaluation demi-parcours et l'évaluation finale. 5) Services de supervision des agences des Nations Unies sur la mise en œuvre des projets 6) Audit des comptes financiers et préparation du manuel de procédures du projet
Objectifs du projet	• Le projet proposé vise de manière générale à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment : l'objectif n° (2) sur l'élimination de la faim et l'amélioration de la nutrition, l'objectif n° (4) qui vise à garantir une éducation de qualité, équitable et complète et à renforcer l'apprentissage tout au long de la vie, et l'objectif n° (8) sur la promotion de la croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et le travail décent pour tous, et l'objectif n° (17) sur le renforcement des partenariats, en plus de l'objectif (2) de l'Agenda 2063 pour l'Afrique, concernant une éducation de qualité pour les

	citoyens et la promotion de la révolution des compétences à travers la science, la technologie et l'innovation. • Le projet vise, particulièrement, à améliorer la qualité de l'éducation et à assurer un accès équitable à l'enseignement primaire à environ 154 mille élèves à travers la construction de 100 écoles d'enseignement de base dans sept régions prioritaires en matière d'éducation, la réhabilitation des bâtiments existants, l'amélioration des installations et équipements scolaires, et la fourniture d'un environnement éducatif sain et sûr. En plus de créer de nouvelles opportunités d'emploi en employant environ 1 500 nouveaux enseignants tout en proposant des programmes continus de qualification et de formation pour garantir la qualité de l'éducation.
Achat de biens et de services	• Réalisation des travaux de génie civil et annexes financés par la Banque dans le cadre de la composante « amélioration de l'environnement éducatif dans les régions centrales et côtières », à travers un appel d'offres ouvert aux entreprises arabes et africaines ou groupements d'entreprises arabo-africaines. • Fourniture de mobilier et d'équipements pédagogiques dans le cadre de la composante « amélioration de l'environnement éducatif dans les régions centrales et côtières » à travers des appels d'offres locaux ouverts aux fournisseurs et industriels locaux spécialisés, en coordination avec l'UNICEF et le gouvernement. • Sélection du consultant pour préparer les études techniques et superviser la mise en œuvre à travers une liste restreinte de bureaux arabes et africains ou groupements arabo-africains, en coordination avec l'UNICEF et le gouvernement. • Fourniture d'ordinateurs et accessoires, de matériel de bureau et de mobilier de bureau dans le cadre du volet « Cellules de suivi et d'appui à la gestion du projet » à travers un appel d'offres local auprès des fournisseurs locaux.
Programme de mise en œuvre du proje	Il est prévu que la sélection du bureau de conseil, la préparation de l'étude détaillée, des documents d'appel d'offres et de l'étude environnementale et sociale prendront environ 9 mois, et que le lancement des appels d'offres pour les travaux de génie civil et l'attribution des contrats devraient prendre environ 6 mois supplémentaires. En conséquence, il est prévu que la mise en œuvre effective des travaux de génie civil débutera en octobre 2026 et prendra environ 18 mois pour s'achever en mars 2028. La fourniture et l'installation du mobilier et des équipements scolaires devraient commencer en janvier 2028 et être achevé en juin 2028.
L'agence d'exécution du projet	Ministère de l'Education de Base (MINEDUB) M. OUSMANOU OUMARA E-mail: ousmara@yahoo.fr GSM: +237 99649560 Yaoundé, Cameroon

Etat bénéficiaire		République du Tchad	
Nom du projet	Développement intégré de la riziculture dans la plaine de « Shari-Logone », deuxième phase		
Coût total	37.51 millions de dollars		
Financement BADEA	20.00 millions de dollars		
Autres financements	Fonds de l’OPEC	16.00 millions de dollars	
	Gouvernement	1.51 million de dollars	
Description et du composante projet	Le projet comporte les principales composantes suivantes :		
	1) Aménagement des terres agricoles - Aménagement des terres agricoles irriguées avec un système de maîtrise complète des eaux et la protection contre les inondations : Il s'agit notamment d'aménager 330 hectares de terres agricoles, dont 150 hectares dans le gouvernorat de « Share-Bajirmi », et 60 hectares dans le gouvernorat de « Mayo Kebbi Est ». - Aménagement des terres agricoles irriguées avec un système gravitaire : Il s'agit d'aménager 200 hectares de terres agricoles, réparties à parts égales entre les gouvernorats de « Shari-Bajirmi » et « Mayo-Kebbe Oriental ». - Appui aux petites exploitations familiales, notamment : Creusement de 32 Forages et leurs équipement en pompes à énergie solaire, dont 20 forages dans le gouvernorat de Shari-Bajirmi et 12 dans le gouvernorat du Mayo Kebbi Est. Aménagement de 105 hectares de terres agricoles, dont 40 hectares dans le gouvernorat de Shari Bagirmi et 25 hectares dans le gouvernorat du Mayo Kebbi Est - Construction de 96 km de routes pour désenclaver les terres agricoles irriguées. - Soutenir les zones et terres agricoles irriguées existantes, notamment : Construction de 35 km de routes. Protection des canaux de distribution sur une longueur d'environ 15,5 km. - Construction de pistes agricoles sur une longueur totale d'environ 35 km, - Construction d'infrastructures agricoles : Elle comprend 5 entrepôts, 12 magasins, 40 aires de séchage du riz. - Construction d'infrastructures sociales de base : Cela comprend la construction de 10 mini systèmes de distribution d'eau potable, 8 écoles et 16 infrastructures sanitaires, dans les provinces de Hajar Lamis, Chari Bagirmi et Mayo Kebbi Oriental.		

	2) Appui à la production agricole, forestière, pastorale et halieutique • <u>fourniture de matériels et intrants agricoles</u> : Mise à disposition d'un tracteur et ses accessoires, d'une décortiqueuse de riz, d'une décortiqueuse de maïs, de 2 Motoculteurs et leurs accessoires, d'une grande balance mécanique, d'une batteuse mécanique, et d'un ensemble de petits outils agricoles et la fourniture d'intrants agricoles aux agriculteurs (2 tonnes de semences améliorées, 16 tonnes d'engrais, 180 litres de produits chimiques). • <u>Appui aux chaînes de valeur des produits de la pêche</u> : Cela comprend la construction de 3 groupes d'étangs de terre contenant chacun 5 étangs d'une superficie de 1 000 mètres carrés, et de 2 groupes de 10 étangs de terre d'une superficie de 75 mètres carrés, et 1 hectare destiné à la culture du riz avec pisciculture, et la reconstruction et l'aménagement de 3 centres de recherche spécialisés en pisciculture. • <u>Appui à la production animale</u>, en fournissant 1 000 têtes de petits ruminants (5 têtes de mouton par famille) pour soutenir les groupes de femmes vulnérables. • <u>Appui à la production forestière</u>, qui comprend la production d'environ 120 000 plants pour soutenir 6 pépinières villageoises, et la fourniture de 6 ensembles de petits outils et intrants pour la production en pépinière. 3) Organisation de sessions de formation, de campagnes de sensibilisation et de vulgarisation 4) Appui à l'unité de gestion du projet • Fournir du matériel de bureau, des ordinateurs et du mobilier de bureau. 5) Services d'Ingénieur Conseil 6) Audit des comptes annuels du projet
Objectifs du projet	Le projet proposé vise, de manière générale, à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'objectif n° (1) pour éradiquer la pauvreté, l'objectif n° (2) pour éliminer complètement la faim et l'objectif n° (17) pour renforcer les partenariats. Il s'inscrit également dans le cadre de l'Agenda africain 2063, en particulier de l'objectif n° (5) lié au soutien à l'agriculture moderne pour accroître la productivité et la production. Le projet s'inscrit également dans la stratégie 2030 de la banque, notamment le pilier relatif au développement des chaînes de valeur agricoles. Le projet proposé vise également à contribuer à l'augmentation des superficies irriguées, à l'amélioration de la productivité et au développement des filières agricoles prioritaires (riz, maïs, légumes et poisson). Réduire le chômage en créant des opportunités d'emploi pour environ 2 500 emplois dans la zone du projet. Réduire la migration rurale et réduire la migration à l'étranger.

Achat de biens et de services	Les biens et services seront importés comme suit : • Le consultant (pour le suivi des travaux financés par la Banque) sera sélectionné sur la base d'une liste restreinte de bureaux arabes et africains et/ou groupements de bureaux arabo-africains conformément aux procédures de la Banque. • Les travaux de génie civil pour l'aménagement des terres agricoles et la reconstruction/construction des routes agricoles seront réalisés sur la base d'appels d'offres limités aux entreprises arabes et africaines et/ou groupements d'entreprises arabo-africaines conformément aux procédures de la Banque. • Les équipements et intrants agricoles seront fournis sur la base d'appels d'offres réservés aux fournisseurs locaux agréés conformément aux procédures de la Banque. • Le matériel informatique et le mobilier de bureau seront fournis sur la base de listes restreintes limitées aux fournisseurs locaux agréés. • Des formations seront organisées au profit du personnel technique sur la base d'une liste restreinte de bureaux arabes et africains compétents et/ou groupements d'entreprises arabo-africaines conformément aux procédures de la Banque. • Les formations des producteurs seront organisées sur la base de listes restreintes aux institutions locales compétentes conformément aux procédures de la Banque.
Programme de mise en œuvre du proje	Il est prévu que la sélection du bureau de conseil et la préparation de l'étude détaillée et des documents d'appel d'offres prendront environ 12 mois. La mise en œuvre des travaux devrait commencer en octobre 2026 et la mise en œuvre prendra environ 36 mois pour s'achever en septembre 2029.
L'agence d'exécution du projet	Ministère de la Production et de l'Industrialisation Agricole 81 Ave Charles de Gaulle, N'Djamena, Tchad Email: bordaba2001@yahoo.com soulhis69@gmail.com As.tonus88@gmail.com N'Djamena – Tchad

Etat bénéficiaire		République du Burundi	
Nom du projet	Construction de la route nationale n°16 - Phase II : « Mutambara - Bururi » et « Kebaya - Muyia »		
Coût total	118.00 millions de dollars		
Financement BADEA	60.00 millions de dollars		
Autres financements	Fonds Saoudien	50.00 millions de dollars	
	Gouvernement	8.00 millions de dollars	
Description composante projet	et du	1) Travaux de génie civil et annexes et travaux d'accompagnement : • Construction de route : Elle comprend la reconstruction du tronçon 1 (Mutanbara - Bururi), d'une longueur de 34 km, et la construction d'une route bitumineuse sur le tronçon (Kibaya - Muyia), d'une longueur de 25 km et d'une largeur de 7 mètres (deux voies de 3,5 mètres de large chacune) et deux accotements de 1,50 mètre de large chacun, à l'extérieur des zones urbaines et 2,00 mètres à l'intérieur. • Travaux d'accompagnement : comprennent la construction et l'équipement de 3 centres de santé de base, 3 écoles d'enseignement de base, la construction de 6 mini adduction potable, 60 km de pistes en terre, et la construction de 3 km de routes urbaines 2) Services de conseil : comprennent la revue des études détaillées et l'élaboration des documents d'appel d'offres, la supervision de la mise en œuvre des travaux de génie civil et la préparation de l'expertise technique concernant le pont existant au niveau de la première section. 3) Appui à l'Unité d'Exécution du Projet : • Mise à disposition de 3 véhicules pick-up. • Fourniture de mobilier de bureau, 6 ordinateurs et 3 imprimantes. • Fourniture des services de conseil pour le suivi et l'évaluation, y compris la préparation des données de base (Base Line), la préparation d'une étude d'évaluation demi-parcours et la préparation de la ligne finale (End Line) pour l'évaluation du projet. • Des Primes aux membres de l'unité d'exécution des projets. • Les dépenses de fonctionnement de l'unité de mise en œuvre du projet. 4) Acquisition de terrains, mesures environnementales et sociales. 5) Organisation de l'atelier de lancement du projet et de l'atelier	

	d'évaluation demi-parcours 6) Audit annuel des comptes du projet.
Objectifs du projet	Le projet proposé vise, de manière générale, à contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'objectif n° (1) sur l'éradication de la pauvreté, l'objectif n° (8) sur le travail décent et le soutien au développement économique, et l'objectif n° (9) sur la construction d'infrastructures flexibles et l'objectif n° (17) sur le renforcement des partenariats. Il s'inscrit également dans le cadre de l'Agenda africain 2063, en particulier de l'objectif n° (5) lié au soutien à l'agriculture moderne pour accroître la productivité et la production. Le projet s'inscrit aussi dans la stratégie 2030 de la banque, notamment le pilier d'accompagnement des chaînes de valeur agricoles. Le projet proposé vise notamment à contribuer à l'intégration efficace des zones agricoles, touristiques et urbaines du centre et du sud du pays, à améliorer l'accès aux biens et aux services de transport, outre à développer les services sociaux et économiques en fournissant des services de grande capacité en fournissant des infrastructures de grande capacité dans la zone du projet, en améliorant l'état des routes et en répondant à la demande croissante de transport de personnes et de marchandises.
Achat de biens et de services	Les biens et services seront importés comme suit : • Sélection de l'entrepreneur pour réaliser les travaux de génie civil, annexes et travaux associés, sur la base d'un appel d'offres international. • Choisir le bureau d'études pour examiner les études détaillées et suivre les travaux, à travers une liste restreinte de bureaux arabes et africains ou conjoints arabo-africains, conformément aux procédures de la banque, • Sélection des experts pour les services de suivi et d'évaluation, au sein de la composante d'appui à la cellule d'exécution du projet, à travers une liste restreinte d'experts arabes ou africains spécialisés dans le domaine conformément aux procédures de la banque, • Fournir des transports, des ordinateurs, des accessoires et du mobilier de bureau au sein de la composante d'appui à l'unité d'exécution du projet, à travers des listes restreintes de fournisseurs locaux, conformément aux procédures de la banque. • Organiser l'atelier de lancement du projet et l'atelier d'évaluation semi-intermédiaire à travers une liste restreinte d'agences ou d'institutions spécialisées locales, selon les procédures de la banque. • Auditer les comptes annuels du projet à travers une liste restreinte de bureaux locaux, selon les procédures de la banque.
Programme de mise en œuvre du proje	Il est prévu que la mise en œuvre effective des travaux prendra environ 36 mois, précédés d'une période de 9 mois pendant laquelle le bureau d'études (Fast-track) sera sélectionné pour mettre à jour les conceptions détaillées et les documents d'appel d'offres. La mise en œuvre effective des travaux devrait débuter en avril 2026 et

	s'achever en mars 2029.
L'agence d'exécution projet	du Agence Routière du Burundi Avenue Heha, Quartier Kabondo. Bujumbura, Burundi, 6675 Email: info@agenceroutiereduburundi.bi Jbosco.burikukiye@gmail.com Tel: +257 22 22 29 40 Fax: +257 22 22 09 59